

RCS : PERIGUEUX

Code greffe : 2402

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PERIGUEUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2020 B 00043

Numéro SIREN : 507 467 157

Nom ou dénomination : TRAPY INVEST

Ce dépôt a été enregistré le 10/10/2023 sous le numéro de dépôt 3864



Lempereur & Associés



GRUPE TRAPY INVEST
COMPTES CONSOLIDES
Au 31 Décembre 2022

- SOMMAIRE -

RESULTAT CONSOLIDE	2
BILAN CONSOLIDE	3
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	5
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	6
NOTES ANNEXES	7

Certifié conforme
La Présidente,

RESULTAT CONSOLIDE

	Notes	31/12/2022 nette	31/12/2021 Nette
Produits d'exploitation		49 077	47 375
Chiffre d'affaires		47 847	45 802
Autres produits d'exploitation	2.3	1 230	1 573
Charges d'exploitation		45 182	43 830
Achats et variation de stock	2.1	34 490	33 445
Impôts, taxes et versements assimilés		352	413
Charges de personnel	2.2	4 859	4 938
Dotations aux amortissements	2.4	2 303	2 064
Autres charges d'exploitation	2.3	3 178	2 971
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		3 894	3 545
Dotations aux amort. des écarts d'acquisition		116	116
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		4 010	3 661
Produits sur opérations en commun			
Charges sur opérations en commun			
Produits financiers	2.6	137	135
Charges financières	2.6	99	91
RESULTAT FINANCIER	2.6	37	44
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2.7	-191	55
Impôts sur les bénéfices	2.8	950	811
Impôts différés	2.8	-5	143
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		2 911	2 805
Quote-part dans les résultats des sociétés ME			
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		2 911	2 805
Intérêts minoritaires			
RESULTAT NET		2 911	2 805

BILAN CONSOLIDE

	Notes	31/12/2022 net	31/12/2021 net
ACTIF IMMOBILISE			
Ecarts d'acquisition	3.1	1 724	1 724
Amortissements		287	246
Net		1 340	1 380
Immobilisations incorporelles	3.1	288	288
Amortissements et provisions		280	279
Net		8	9
Immobilisations corporelles	3.2	15 677	15 533
Amortissements et provisions		9 178	8 274
Net		6 499	7 260
Immobilisations financières	3.3	69	69
Provisions			
Net		69	69
Titres mis en équivalence			
Total de l'Actif Immobilisé		7 916	8 717
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et en-cours	3.5	9 332	8 743
Créances clients et avances versées	3.6	7 849	6 659
Autres créances	3.7	283	161
Compte de régularisation		625	196
Impôts différés actifs	3.8	1	6
Valeurs mobilières de placement	3.9	794	632
Disponibilités & Instruments de trésorerie	3.9	5 070	5 420
Total de l'Actif Circulant		23 954	21 816
Activités cédées actif			
TOTAL DE L'ACTIF		31 870	30 533

	Notes	31/12/2022 net	31/12/2021 Net
CAPITAUX PROPRES			
Capital		1 000	899
Primes			
Réserves	3.11	14 305	12 613
Ecart de conversion		2	2
Résultat net	3.11	2 911	2 805
Provisions réglementées			
Subventions d'investissement			
Total des Capitaux Propres Part du Groupe		18 219	16 319
Intérêts minoritaires			
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE	10	18 219	16 319
Autres Fonds Propres			
Provisions	3.12	912	1 033
<i>Dont Ecart d'acquisition négatif</i>		781	937
<i>Dont Prov.pr risques des ME</i>			
<i>Dont avantages postérieurs à l'emploi</i>			
DETTES			
Emprunts obligataires			
Autres emprunts et dettes financières	3.13	5 265	6 792
Concours bancaires - instru. financiers passifs			
Dettes fournisseurs et avances reçues	3.14	5 241	4 419
Autres dettes	3.15	2 157	1 880
Comptes de régularisation			1
Impôts différés passifs	3.8	77	90
Activités cédés passif			
TOTAL DU PASSIF		31 870	30 533

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

en K€	31/12/2022 12 mois	31/12/2021 12 mois
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net consolidé	2 911	2 805
Incidence des sociétés en équivalence		
Dotations, pertes de valeur s/immobilisations	831	802
Dotations et Reprises des provisions	35	-97
Plus et moins values de cession		
Impôts différés	-5	144
Subventions virées au résultat	-15	-15
Autres		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	3 757	3 639
Variation nette exploitation	-1 085	-587
Var° de stock	-589	-1 140
Var° des Créances d'exploit°	-1 619	518
Var° des Dettes d'exploit°	1 123	35
Variation nette hors exploitation	-148	188
Var°des créances hors exploitation	-124	40
Var°des dettes hors exploitation	-24	148
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-1 233	-399
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 524	3 240
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaist / acquisition immo incorporelles		
Décaist / acquisition immobiliers	-184	-329
Décaist / acquisition immo corporelles		
Encaist / cession d'immo corp et incorp		
Décaist / acquisition immos financières		
Encaist / cession immos financières		4
Variation BFR sur immobilisations		
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-184	-325
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Réduction de capital ou assimilée	-1 000	
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		-120
Dividendes versés aux minoritaires		
Encaissements provenant d'emprunts		150
Remboursement d'emprunts	-1 400	-3 694
Subventions d'investissement		75
Variation du compte courant	-127	-1 253
Variation des besoins en fonds de roulement et autres	-1	-17
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-2 528	-4 859
VARIATION DE TRESORERIE	-188	-1 944
TRESORERIE A L'OUVERTURE	6 052	7 996
Incidences des variations de taux de change		
TRESORERIE A LA CLOTURE	5 864	6 052
VARIATION DE TRESORERIE	-188	-1 944

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en K€	Capital social	Primes d'émission	Réserves et résultat consolidées	Autres	Capitaux propres (Groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Capitaux propres clôture n-2	899	0	12 682	0	13 580	8	13 589
Changement de méthodes comptables						0	
Capitaux propres clôture n-2 corrigée	899	0	12 682	0	13 580	8	13 589
Opérations sur capital						0	
Paiements fondés sur des actions						0	
Opérations sur titres auto-détenus						0	
Ecarts de conversion						0	
Dividendes			-120		-120	0	-120
Résultat net de l'exercice			2 805		2 805	0	2 805
Incidences titres en usufruit						0	
Variation de périmètre			8		8	-8	0
Autres (subventions d'investissement nettes d'IS)			45		45	0	45
Capitaux propres clôture n-1	899	0	15 420	0	16 319	0	16 319
Changement de méthodes comptables						0	
Capitaux propres clôture n-1 corrigée	899	0	15 420	0	16 319	0	16 319
Opérations sur capital	101		-1 101		-1 000	0	-1 000
Paiements fondés sur des actions						0	
Opérations sur titres auto-détenus						0	
Ecarts de conversion					0	0	0
Dividendes					0	0	0
Résultat net de l'exercice			2 911		2 911	0	2 911
Incidences titres en usufruit						0	
Variation de périmètre					0	0	0
Autres (subventions d'investissement nettes d'IS)			-11		-11	0	-11
Capitaux propres clôture n	1 000	0	17 219	0	18 219	0	18 219

NOTES ANNEXES

0.FAITS MARQUANTS

0.1. Faits caractéristiques de l'exercice

Au 1er janvier 2016, le groupe a appliqué le Règlement de l'ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques.

Ce règlement a eu pour conséquence de reclasser les fonds commerciaux et parts de marchés en écart d'acquisition. Au 1er janvier 2016 le montant des fonds commerciaux s'élevait à 864 K€ en valeur brute et 98 K€ liées aux dépréciations pratiquées.

Il est rappelé que la société TRAPY INVEST a établi un contrat de gestion et d'assistance avec la société TRAPY PRO et la société SODITELEM. Afin d'assurer la cohérence et le développement du groupe, la société TRAPY INVEST définit seule la politique générale et l'animation du groupe TRAPY INVEST et intervient pour toute décision importante concernant son devenir.

1.REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1. Principes comptables

Les comptes du Groupe sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement CRC no 99-02 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

Outre les éléments présentés dans les faits caractéristiques, les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes.

1.2. Périmètre et méthode de consolidation

- Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

Toutes les opérations et résultats internes au groupe significatif réalisés entre les sociétés consolidées du groupe sont éliminés (Créances, dettes, ventes et achats...).

• Périmètre de consolidation

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Sociétés	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	Siège social
TRAPY INVEST	100,0%	100,0%	IG	Rue Raymond SORAT – 19 100 Brive la gaillarde
SODITELEM	100,0%	100,0%	IG	21 Avenue Larrieu Thibaud – 31 100 Toulouse
TRAPY PRO	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
TRAPY SOLAR	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI BROVAL	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI DU GOLF	100,0%	100,0%	IG	8 rue Gabriel Peri 24 750 Trelissac
SCI ROMELI	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI du CANAL	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI APPERT LIMOUSIN	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI L'ARBALESTRIER	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LA LIBRAIRE	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LA PRADE	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI ARAGO 33	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI DUTRENQUE	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LE BUCH 33	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI BALMA 31	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI DU LUGAN 33	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LAPOUJADE 46	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle

G : Intégration globale, IP : Intégration proportionnelle, ME : mise en équivalence

Il n'existe pas d'entités ad hoc (Règlement n° 2004-03 du CRC)

Aucune entité contrôlée par la société consolidante ou par une des sociétés contrôlées directement ou indirectement n'est exclue du périmètre de consolidation.

1.3. Date de clôture des comptes

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels des sociétés consolidées au 31 décembre. Toutes les sociétés clôturent au 31 décembre.

Les états financiers des sociétés du groupe sont établis selon les règles comptables applicables dans leur pays d'origine et sont, le cas échéant, retraités afin d'être en harmonie avec les normes du groupe.

1.4. Conversion des états financiers en devises

Toutes les entités du groupe sont implantées en France

1.5. Ecarts d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Lorsque l'écart d'acquisition est positif, il représente ou comprend la fraction du prix payée en contrepartie des avantages que procure la prise de contrôle de l'entreprise.

L'écart d'acquisition positif doit être amorti sans exception, selon un plan dont la durée doit refléter, aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition. L'écart d'acquisition est amorti sur une durée qui doit refléter, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Dans le groupe, il existe quatre natures d'écarts d'acquisition

- Ecarts d'acquisition liés au rachat des parts sociales des SCI

Compte tenu de la durée d'utilisation limitée des écarts d'acquisition relatifs à l'acquisition des parts sociales des SCI déjà consolidées, ces derniers sont amortis sur 10 ans.

Sur l'exercice, aucun indice de perte de valeur externe et interne n'a été constaté par le groupe. Ainsi la mise en œuvre des tests de dépréciation n'a pas eu à s'appliquer pour cette catégorie d'écart d'acquisition.

- Ecart d'acquisition lié au rachat des parts sociales de SODITELEM

Cet écart d'acquisition n'a pas une durée d'utilisation limitée dans le temps, il n'est donc pas amorti. Sur l'exercice, aucun indice de perte de valeur externe et interne n'a été constaté par le groupe. Ainsi la mise en œuvre des tests de dépréciation n'a pas eu à s'appliquer pour cette catégorie d'écart d'acquisition.

- Fonds commerciaux

Les fonds commerciaux et parts de marchés ont été reclassés en écart d'acquisition selon l'application du Règlement de l'ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques.

Ces fonds commerciaux n'ont pas une durée d'utilisation limitée dans le temps. Ils ne sont pas amortis. En revanche, un test de dépréciation est réalisé annuellement.

En 2016 le fonds commercial de Toulouse a été déprécié à 100% (67 K€). Sur 2015, c'est le fonds de commerce d'Agen qui avait fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 31 K€.

- Ecart d'acquisition lié au rachat des titres TRAPY PRO détenus par les minoritaires

Cette opération génère un écart d'acquisition négatif de 1 563 k€ qui provient de la différence entre le montant des titres acquis 5 800 K€ et le montant des capitaux propres minoritaire 7 363 K€.

Cet écart d'acquisition négatif va être repris sur une période de 10 ans, à partir du 1/1/2018, soit sur l'exercice +156K€.

1.6. Immobilisations incorporelles et corporelles

- Logiciels

Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais financiers) et sont amortis en linéaire sur une durée de 1 an.

- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais financiers) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie des biens comme suit :

- Constructions 30 ans
- Agencements et aménagements des constructions de 15 à 30 ans
- Matériel et outillage industriels de 5 à 10 ans
- Installations générales, agencements, aménagements de 5 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique de 3 à 7 ans

1.7. Location-financement

Les contrats de location-financement, dont les conditions s'apparentent à un achat assorti d'un crédit, font l'objet des retraitements suivants dans les comptes consolidés :

- Enregistrement des biens concernés en immobilisations à l'actif,
- Comptabilisation en contrepartie des emprunts correspondants au passif,
- Annulation des redevances enregistrées en charges d'exploitation et comptabilisation des charges financières afférentes aux emprunts,
- Constatation des amortissements des immobilisations conformément aux méthodes du Groupe.

Les contrats de location-financements sont identifiés selon les modalités définies par la recommandation de l'ordre des Experts-comptables n°29. Cette recommandation reconnaît un contrat de « location-financement » lorsqu'un des critères suivants est identifié :

- Le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété au preneur au terme de la durée du bail.
- Le contrat prévoit le transfert de la propriété au terme de la durée du bail sur option, et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail.
- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur.
- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la juste valeur du bien loué à la date de conclusion du bail.

Aucun contrat de location financement définit selon ces critères n'a été souscrit au sein du groupe.

1.8. Immobilisations : Dépréciation

Des tests de dépréciation sur l'ensemble des actifs immobilisés et écarts d'acquisition sont réalisés dès la survenance d'un indice de perte de valeur. Au titre de cet exercice, il n'existe aucun indice de perte de valeur.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

1.9. Immobilisations Financières

Les immobilisations financières figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Excepté une participation SOCODA valorisée au coût d'achat historique, les autres immobilisations financières sont uniquement constituées de dépôts de garantie n'ayant pas lieu d'être dépréciés. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

1.10. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

1.11. Créances - dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

1.12. Autres valeurs mobilières de placement

La gestion de la trésorerie du groupe est faite dans une optique de prudence auprès d'organismes de placement collectifs en valeurs mobilières opérant sur le marché monétaire. Le groupe n'est donc pas exposé aux risques de marché sur le capital placé. Seul le rendement obtenu des excédents de trésorerie placés est exposé au risque de taux.

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'achat ou de souscription hors frais accessoires.

Des dépréciations sont constatées le cas échéant lorsque cette valeur devient inférieure à la valeur probable de réalisation.

1.13. Provision pour risques et charges

Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si elle satisfait aux conditions de comptabilisation d'un passif, une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisées quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Les provisions pour risques et charges sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour risques et charges sont rapportées en totalité au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

1.14. Indemnité de départ à la retraite

Les indemnités de départ en retraite versées aux salariés à l'occasion de leur départ en retraite sont provisionnées dans les comptes consolidés.

En raison de l'évolution de la législation sociale, les charges sociales patronales sont incluses dans l'estimation des engagements retraite au taux compris entre 30 et 40 % selon la catégorie.

Les hypothèses de calculs retenues pour l'exercice 2022 ont été les suivantes : départ à la retraite à l'âge de 65 ans à l'initiative du salariés, taux d'actualisation de 3,7 %, hausse annuelle des salaires de 1,5%, taux de rotation des salariés constant de 1 %, table de mortalité TH/TF 00-02.

Le montant de la provision pour retraite comptabilisée correspond à la différence entre :

- les engagements du Groupe vis-à-vis de ses salariés en matière d'indemnité de départ à la retraite et d'avantages assimilés,
- la situation du fonds de retraite auprès duquel les sociétés TRAPY INVEST, TRAPY PRO et SODITELEM effectuent des versements.

Au 31 décembre 2022, la dette actuarielle globale du Groupe TRAPY INVEST est de l'ordre de 212 198 € contre 296 431 € au 31 décembre 2021. Cette estimation repose sur la valorisation des engagements de retraite de TRAPY INVEST, TRAPY PRO et SODITELEM. Les autres sociétés du groupe n'emploient pas de salariés.

Le montant de l'épargne souscrit s'élève à 337 192 € contre 325 192 € au 31 décembre 2021. Un versement de 12 000 € a été effectué sur l'exercice 2022 sur un des contrats. Pour les autres contrats, en l'absence de versement ou de prélèvement sur 2022, ce sont les montants de 2021 qui ont été repris.

1.15. Dettes financières

Les dettes financières sont constituées de l'ensemble des emprunts et avances consentis à la société.

1.16. Impôts différés

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul, corrigé de la fiscalité différée, des impôts sur les bénéfices des différentes sociétés du Groupe.

La fiscalité différée correspond à l'impôt calculé et jugé récupérable sur les décalages temporaires d'imposition, les déficits fiscaux reportables et certains retraitements de consolidation.

En application du règlement CRC n°99.02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Le calcul des impositions différées est effectué à la fin de chaque exercice sur la base du taux d'imposition en vigueur. Les impositions différées antérieures, si elles subsistent, sont corrigées du nouveau taux d'impôt ou des nouvelles règles d'imposition en vigueur ou connues à la date d'arrêt des comptes

Le taux d'impôt retenu est de 25 %.

1.17. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont retraitées ainsi : produits définitivement acquis l'année d'attribution (subvention inscrite en « réserves ») et prise en compte d'un impôt différé passif.

1.18. Résultat exceptionnel

Les éléments présentant un caractère significatif non récurrent et dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du groupe sont inscrits dans les charges et produits exceptionnels

1.19. Information relative aux parties liées

Les transactions avec les parties liées listées dans ce paragraphe présentent une importance significative et n'ont pas été conclues à des conditions normales de marché selon les critères rappelés ci-dessous.

Une transaction est significative si son omission ou son inexactitude est susceptible d'influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs se fondant sur les comptes.

Le caractère significatif doit s'apprécier en fonction du montant de la transaction et/ou de la nature de la transaction.

Les conditions peuvent être considérées comme « normales » lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par la société dans les rapports avec les tiers, de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions en usage dans les sociétés du même secteur.

Au titre de l'exercice et de l'exercice précédent, il n'existe pas de telle transaction.

1.20. Informations sectorielles

L'ensemble de l'activité du groupe est réalisé dans la filière de distribution de fournitures électrique.

1.21. Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions en circulation au jour de la clôture de l'exercice, soit 898 698 actions au 31 décembre.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

2. Informations relatives au compte de résultat

2.1. Achats et variation de stocks

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Achats matières 1ères & autres appro.	0	-4
Variation stocks matières 1ères & aut. appro.	0	0
Achats de sous-traitance	1	0
Achats non stockés, Matériel et Fournitures	427	374
Achats de marchandises	34 761	34 230
Variation stocks de marchandises	-699	-1 156
TOTAL	34 490	33 445

2.2. Charges de personnel

- Ventilation des charges de personnel

Ventilation des charges de personnel (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Rémunération du personnel	3 514	3 614
Charges sociales	1 040	1 105
Participation des salariés	305	219
TOTAL	4 859	4 938

- Analyse des effectifs

Ventilation	31/12/2022	31/12/2021
Cadres	11	13
Agents de maîtrise	5	5
Employés-ouvriers	103	106
Total	119	124

2.3. Autres produits et charges d'exploitation

•Autres produits d'exploitation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation	22	52
Autres produits de gestion	15	204
Cession des immobilisations		
Reprise amort. et prov. d'exploitation	1 140	1 221
Transfert de charges	53	96
Autres		
Total	1 230	1 573

•Autres charges d'exploitation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Autres services extérieurs	1 372	1 095
Autres charges externes	1 774	1 853
Autres charges d'exploitation	32	23
Total	3 178	2 971

2.4. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles	1	4
Immobilisations corporelles	945	914
Autres		
TOTAL dotations aux amortissements	946	918
Provision Risques et charges	35	3
Dépréciation stocks	882	772
Dépréciation créances	440	371
Autres		
TOTAL	2 303	2 064

2.5. Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Sur l'exercice et l'exercice précédent, il n'existe aucune opération faite en commun

2.6. Produits et charges financières

•Analyse des Produits et charges financières

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Total des dividendes		
Autres produits de participation		
Produits des autres immobilisations financières		
Revenus des autres créances et VMP		12
Gains de change		
Aj. JV actifs de transaction		
Aj. JV VMP trésorerie		
Aj. JV immos placement		
Produits nets sur cession de VMP		
Autres produits financiers	8	0
Reprises sur prov. et amort. financiers		
Escomptes obtenus	129	123
Transfert de charges financières		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	137	135
Dotation aux prov. & amort. financiers		
Intérêts et charges financiers	55	70
Pertes de change		
Charges nettes sur cession de VMP		
Coût du passage à l'EURO		
Escomptes accordés	0	0
Autres charges financières	44	20
TOTAL CHARGES FINANCIERES	99	91
RESULTAT FINANCIER	37	44

2.7. Résultat exceptionnel

Analyse du poste (en K€)		
	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur op. de gestion	34	14
Produits exceptionnels sur ex. antérieurs		25
Produits de cession d'éléments d'actifs	3	13
Subventions virées au résultat	15	15
Autres produits exceptionnels		
Reprises de provisions exceptionnelles		
Transferts de charges exceptionnelles		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	52	67
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	243	6
Charges sur exercices antérieurs		1
VNC des éléments d'actifs cédés		5
Autres charges exceptionnelles		0
Dotations de provisions exceptionnelles		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	243	12
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-191	55

2.8. Impôts sur les résultats

- Ventilation de l'Impôt sur les résultats

Ventilation de l'impôt sur les résultats (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net consolidé	2 911	2 805
Impôt exigible	950	811
Crédit d'impôt		
Impôts différés	-5	143
Autres		
Total charges d'impôts	944	954
Taux effectif	24,5%	25,4%

2.9. Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession

Au titre de cette période et des périodes précédentes, il n'existe pas d'activités arrêtées ou en cours de cession.

2.10. Résultat par action

(en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net part du groupe	2 911	2 805
Résultat par action avant dilution		
Résultat par action (en euros)	3,53	3,12
Nombre moyen d'actions	823 791	898 698
Résultat par action après dilution		
Résultat par action (en euros)	3,53	3,12
Nombre moyen d'actions	823 791	898 698

3. Informations relatives au compte de bilan

3.1. Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles

- Analyse des écarts d'acquisition

Analyse par activité (en K€) Écarts d'acquisition positifs			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
Acquisition Titres SCI	405	287	118	158
Acquisition Titres SODITELEM	439		439	439
Trapy Pro - Fonds commerciaux	881	98	783	783
TOTAL	1 724	384	1 340	1 380

Ces fonds commerciaux n'ont pas une durée d'utilisation limitée dans le temps. Ces fonds commerciaux ne sont pas amortis. En revanche, un test de dépréciation est réalisé annuellement. En 2016 le fonds commercial de Toulouse a été déprécié à 100%. Sur 2015, c'est le fonds de commerce d'Agen qui avait fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 31 K€.

Les variations de ce poste s'analysent ainsi :

Analyse variation (en K€) Écarts d'acquisition positifs			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	1 724	344	1 380	1 421
Mouvement de périmètre				
Nouvelle acquisition		40	-40	-40
Cession				
Ecart de conversion				
A la clôture de l'exercice	1 724	385	1 340	1 380

- Analyse des immobilisations incorporelles par poste

Analyse du poste (en K€)	Brut	Amortissements/ Dépréciations	31/12/2022 Net	31/12/2021 Net
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Concessions, brevets, licences	280	280	0	1
Droit au bail	8	0	8	8
Fonds de commerce				
Autres immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles Crédit bail				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes s/ immo incorp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	288	280	8	9

- Analyse de la variation des immobilisations incorporelles

	Brut	Amortissements	31/12/2022 Net	31/12/2021 Net
A l'ouverture de l'exercice	288	279	9	13
Augmentations	0	1	-1	-4
Diminutions	0	0	0	
Variations de périmètre	0	0	0	
Ecart de change	0	0	0	
A la clôture de l'exercice	288	280	8	9

3.2. Immobilisations corporelles

- Analyse des immobilisations corporelles par poste

Analyse du poste (en K€)			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
Terrains	1 371		1 371	1 371
Constructions	10 633	6 274	4 359	4 991
Installations tech, mat et outillages ind.	555	464	91	53
Autres immobilisations corporelles	3 118	2 439	679	705
Immobilisations corporelles en cours				140
Immeubles de placement				
Avances et acomptes s/ immo corp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 677	9 178	6 499	7 260

- Analyse de la variation des immobilisations corporelles

			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	15 533	8 274	7 260	7 845
Augmentations	185	945	-760	-585
Diminutions	41	41	0	0
Variations de périmètre	0	0	0	
Ecarts de change	0	0	0	
A la clôture de l'exercice	15 677	9 178	6 499	7 260

3.3. Immobilisations financières

- Analyse des immobilisations financières par poste

Analyse du poste (en K€)			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
Titres de participations	21		21	21
Créances ratt. à des participations conso.				
Créances ratt. à des participations non conso.				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Actifs financiers				
Actions propres				
Autres immobilisations financières	32		32	32
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	69		69	69

- Analyse de la variation des immobilisations financières

			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	69		69	73
Augmentations	0		0	
Diminutions				5
Variations de périmètre et écarts de change				
A la clôture de l'exercice	69	0	69	69

3.4. Titres mis en équivalence

Le groupe ne consolide aucune entité selon la méthode de la mise en équivalence

3.5. Stocks et en-cours

Analyse du poste (en K€)			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Matières premières				
En cours biens				
Produits finis				
Marchandises	10 214	882	9 332	8 743
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	10 214	882	9 332	8 743

3.6. Clients et comptes rattachés

Analyse du poste (en K€)			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Avances et acomptes versés	1 518	0	1 518	1 196
Clients	6 787	456	6 330	5 463
CRE. CLIENTS / AV. VERSEES	8 305	456	7 849	6 659

3.7. Autres créances et comptes de régularisation

- Analyse des Autres créances et comptes de régularisation

Analyse du poste (en K€)			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Créances sociales	5		5	1
Créances fiscales	160		160	160
Comptes courants débiteurs	21		21	
Créances sur cession d'immos				
Prim. Remboursement oblig.				
Débiteurs divers	98		98	0
Instruments financiers dérivés				
Capital souscrit appelé non versé				
AUTRES CREANCES	283	0	283	161

- Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
	Moins de 12 mois	283
1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total Net	283	161

3.8. Impôts différés

- Analyse de l'impôt différé par catégorie et variation

Impôts différés passifs	31/12/2022	31/12/2021
À l'ouverture	90	
Variation	-13	90
Ecart de conversion		
À la clôture de l'exercice	77	90

Impôts différés actifs	31/12/2022	31/12/2021
À l'ouverture	6	74
Variation	-5	-68
Ecart de conversion		
À la clôture de l'exercice	1	6

Analyse par catégorie (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Différences liées aux règles fiscales	84	79
Retraitement des comptes sociaux	-11	-163
Annulation des écritures fiscales	-148	
Eliminations internes		
Autres Opérations de consolidation		
Ecart d'évaluation		
Déficits et crédits d'impôts		
Autres		
Total net	-76	-85
<i>Dont impôt différé actif net</i>	<i>1</i>	<i>6</i>
<i>Dont impôt différé passif net</i>	<i>77</i>	<i>90</i>

3.9. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

- Analyse de la trésorerie groupe et des équivalents de trésorerie

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs mobilières de placement	794	632
Prov.dép.Valeurs mobilières de placement	0	0
VMP / Actions propres	0	0
Total valeurs mobilières de placement	794	632
Disponibilités	5 070	5 420
Instruments financiers Actif	0	0
Total dispo. et instru. de trésorerie	5 070	5 420
Concours bancaires courants	0	0
Instruments financiers Passif	0	0
Sous-total passif	0	0
TOTAL TRESORERIE NETTE	5 864	6 052

3.10. Actifs et Passifs détenus en vue de la vente

Au titre de cette période et des périodes précédentes, il n'existe pas d'activités arrêtées ou en cours de cession.

3.11. Capitaux propres de l'ensemble consolidé

- Analyse du capital

Le solde pour chacune des périodes est respectivement de 1 000 K€ et de 899 k€, capital composé de 823 791 titres d'une valeur nominale de 1,2139 €.

- Analyse des réserves non distribuées

Analyse des réserves non distribuées (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Réserves légales	90	90
Réserves statutaires et réglementaires		
Réserves disponibles	4 501	5 100
Réserves consolidées	9 718	7 423
Titres auto-détenus		
Report à nouveau		
Acompte sur dividendes		
Résultat de la période	2 911	2 805
Ecart conversion		2
Total	17 219	15 420

3.12. Provision pour risques et charges

- Analyse des provisions pour risque et charges

Analyse du poste (en K€)	31/12/2021	Mouv. de Périmètre	Augmen- tation	Reprises Utilisées	Reprises non Utilisées	Autres Variations	31/12/2022
Provisions pour litiges							
Prov. pour garanties données							
Prov. pour perte sur marché à terme							
Prov. pour amendes et pénalités							
Prov. pour perte de change							
Prov. autres risques	31		12				43
Total Prov. pour risques	31		12				43
Prov. pour pensions							
Prov. pour médaille du travail							
Prov. pour impôts	65		23				88
Prov. pour renouvellement d'immo.							
Prov. pour grosses réparations							
Prov. pour retraites anticipées							
Prov. pour restructuration							
Prov. charges / congés payés							
Prov. pour autres charges							
Total Prov. pour charges	65		23				88
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	96		35				131

- Analyse des écarts d'acquisition négatifs

Analyse par activité (en K€) Ecart d'acquisition négatifs			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
Acquisition Titres Trapy Pro	1 563	783	781	937
TOTAL	1 563	783	781	937

Analyse variation (en K€) Ecart d'acquisition négatifs			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	937	0	937	1 093
Mouvement de périmètre	0	0	0	0
Nouvelle acquisition	0	0	0	0
Cession	0	0	0	0
Reprise	156	0	156	156
Ecart de conversion	0	0	0	0
A la clôture de l'exercice	781	0	781	937

3.13. Emprunts et dettes financières

- Analyse des Emprunts et dettes financières

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 632	5 032
Emprunts auprès des établissements de crédit CT		
Dettes participations des salariés		
Dettes financières diverses	1 632	1 759
Dettes financières Crédit-bail		
Concours bancaires courants		
Instruments financiers Passif		
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	5 265	6 792

Le poste « Dettes financières diverses » enregistre des dettes auprès d'associés personnes physiques pour 1 609 K€ contre 1 736 K€ au titre de l'exercice précédent.

• Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 351	2 243	37	3 631
Emprunts auprès des établissements de crédit CT				
Dettes participations des salariés				
Dettes financières diverses	1 632			1 632
Dettes financières Crédit-bail				
Total ICNE	1			1
Concours bancaires courants				
Instruments financiers Passif				
Total au 31/12/2022	2 984	2 243	37	5 265
Total au 31/12/2021	3 160	3 469	162	6 792

• Analyse de la variation

Analyse des variations (en K€)	31/12/2021	Ressources	Emplois	Variation périmètre	Autres	Total
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédit	5 031		-1 400			3 631
Dettes financières diverses	1 759		-127			1 632
Dettes participations des salariés						
Dettes financières Crédit-bail						
Intérêts courus non échus	1					1
Concours bancaires courants						
Instruments financiers Passif						
Total au 31/12/2022	6 792	0	-1 527			5 265
Total au 31/12/2021	11 605	351	-5 165			6 792

- Analyse par risque

Analyse par risque (en K€)	Taux variable	Taux fixe	Total	Euros	Autres devises	Total
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédit		3 632	3 632	3 632		3 632
Dettes financières diverses	1 632		1 632	1 632		1 632
Dettes participations des salariés						
Dettes financières Crédit-bail						
Concours bancaires courants						
Intérêts courus non échus			0			0
Instruments financiers Passif						
Total au 31/12/2022	1 632	3 632	5 265	5 265	0	5 265
Total au 31/12/2021	1 759	5 032	6 792	6 792	0	6 792

3.14. Fournisseurs et comptes rattachés

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022 Net	31/12/2021 Net
Fournisseurs et comptes rattachés	5 112	4 309
Avances et acomptes reçus	129	109
DET. FOURNISSEURS / AV. RECUES	5 241	4 419

3.15. Autres dettes et comptes de régularisation

- Analyse des Autres dettes et comptes de régularisation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022 Net	31/12/2021 Net
Dettes sociales	986	894
Dettes fiscales	959	782
Fournisseurs d'immobilisations		
Comptes courants créditeurs	0	
Instruments dérivés passifs		
Dettes diverses	212	204
TOTAL AUTRES DETTES	2 157	1 880

•Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Moins de 12 mois	2 157	1 880
1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total Net	2 157	1 880

4. Autres Informations

4.1. Principaux engagements hors bilan et opérations non inscrites au bilan

- Engagements hors bilan donnés

Engagements hors-bilan donnés (en K€ - montants non actualisés)	31/12/2022	31/12/2021
Hypothèques conventionnelles	6	21
Sans garantie	286	417
Prêt Garanti par l'Etat (PGE)		
Caution solidaire	277	340
Caution solidaire + Promesse	1 330	1 658
Hypothèque		
Promesse hypothèque		
Nantissement parts sociales	1 732	2 595
Instruments financiers Passif		
Garanties données sur emprunt	3 631	5 031

- Passifs et actifs éventuels

A la clôture il n'existe pas d'actifs et de passifs éventuels

4.2. Autres informations

- Frais de recherche

Le groupe n'a réalisé aucun frais de recherche et de développement sur l'exercice N et N-1.

- Rémunération des dirigeants

Les rémunérations allouées aux membres des organes de direction et d'administration de la SAS TRAPY INVEST, à raison de leurs fonctions dans les sociétés contrôlées, ne sont pas communiquées car elles conduiraient à publier une rémunération individuelle.

- Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2022, le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 32 200 €. Il concerne les missions de contrôle légal sur les comptes annuels.

TRAPY INVEST
Société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 euros
Siège social : Boulevard de l'Industrie - ZAE de Saltgourde
24430 MARSAC SUR L'ISLE
507 467 157 RCS PERIGUEUX

RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE
AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 30 JUIN 2023

Madame, Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous présenter, conformément aux dispositions légales et réglementaires, notre rapport sur la gestion du groupe à la tête duquel se trouve la société **TRAPY INVEST**, à partir des comptes consolidés de l'exercice social ouvert le 1^{er} janvier 2022 et clos le 31 décembre 2022.

Les comptes des sociétés **TRAPY PRO, SODITELEM, et TRAPY SOLAR**, mais également des sociétés foncières **SCI BROVAL, SCI DU GOLF, SCI ROMELI, SCI DU CANAL, SCI APPERT LIMOUSIN, SCI L'ARBALESTRIER, SCI LE LIBRAIRE, SCI DE LA PRADE, SCI ARAGO 33, SCI DUTRENQUE, SCI LE BUCH 33 SCI BALMA 31, SCI DU LUGAN 33 et SCI LAPOUJADE 46**, contrôlées de façon exclusive par la société **TRAPY INVEST**, ont été consolidés par « intégration globale ».

SITUATION DE L'ENSEMBLE

Il est rappelé que l'ensemble constitué par notre Société et les entreprises qu'elle contrôle de manière exclusive ou conjointe, a dépassé les seuils pour la première fois à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2021, soit depuis deux exercices consécutifs, pour ce qui concerne les seuils de 48 millions d'euros de chiffres d'affaires consolidés et de 24 millions d'euros de bilan.

En conséquence, les comptes consolidés ont été établis pour la première fois au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 47 847 keuros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Le résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition est bénéficiaire de 3 894 keuros.

Les dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition s'élèvent à 116 keuros.

En conséquence, le résultat d'exploitation après dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition est bénéficiaire de 4 010 euros.

Le résultat financier s'élève à 37 keuros.

Le résultat exceptionnel s'élève à -191 keuros.

Les impôts sur les résultats se sont élevés à 950 keuros.

1 / Les grands postes du compte de résultat sont les suivants :

Compte de résultat

Chiffre d'affaires	47 847 k€
Autres produits d'exploitation	1 230 k€
Achats et variation de stocks.....	- 34 490 k€
Charges de personnel	- 4 859 k€
Autres charges d'exploitation	- 3 178 k€
Impôts et taxes	- 352 k€
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-2 303 k€
Résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et dépréciation des écarts d'acquisition	3 894 k€
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	116 k€
Résultat d'exploitation après dotation aux amortissements et dépréciation des écarts d'acquisition	4 010 k€
Résultat financier :	137 k€
Résultat exceptionnel :	-191 k€
Impôt sur les résultats	950 k€
Impôt différé	-5 k€
Résultat net des entités intégrées	2 911 k€
Quote part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	NEANT
Résultat net de l'ensemble consolidé.....	2 911 k€
Intérêts minoritaires	NEANT
Résultat net (part du groupe)	2 911 k€

2/ Résultat de l'exercice

En définitive, le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 2 911 keuros et l'exercice se solde par un résultat net bénéficiaire (part du groupe) de 2 911 keuros en l'absence d'intérêts minoritaires.

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Pour l'établissement des comptes consolidés qui vous sont présentés, notre Société comprend dans son périmètre d'intégration la société sur laquelle nous exerçons un **contrôle exclusif** par la détention de la totalité des droits de vote, à savoir au 31 décembre 2022 :

SAS TRAPY INVEST, société mère,

Sociétés d'exploitation, filiales :

SAS TRAPY PRO,
SAS SODITELEM,
SARL TRAPY SOLAR,

Sociétés foncières, filiales :

SCI BROVAL, SCI DU GOLF, SCI ROMELI, SCI DU CANAL, SCI APPERT LIMOUSIN, SCI L'ARBALESTRIER, SCI LE LIBRAIRE, SCI DE LA PRADE, SCI ARAGO 33, SCI DUTRENQUE, SCI LE BUCH 33, SCI BALMA 31, SCI DU LUGAN 33, SCI LAPOUJADE 46.

EVOLUTION PREVISIBLE - ACTIVITE DES FILIALES

1/Evolution du groupe

Les résultats continuent de progresser.

2/ Activité des filiales

Société	CA	Bilan
TRAPY PRO	39 340 208 €	26 621 321 €
SODITELEM	8 878 431 €	5 290 218 €
TRAPY SOLAR	0 €	85 €
FILIALES FONCIERES		
APPERT LIMOUSIN	77 963 €	208 257 €
BROVAL	87 515 €	431 795 €
L'ARBALESTRIER	60 945 €	150 222 €
LE LIBRAIRE	66 923 €	187 910 €
SCI DU CANAL	72 071 €	196 942 €
ROMELI	2 400 €	68 462 €
LA PRADE	51 479 €	212 356 €
ARAGO33	102 959 €	430 819 €
DUTRENQUE	82 367 €	443 000 €
DU GOLF	306 314 €	979 803 €
LE BUCH 33	86 428 €	391 951 €
BALMA 31	102 959 €	905 671 €
LUGAN 33	194 959 €	1 431 811 €
LAPOUJADE 46	0 €	1 049 €

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS L'ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES

La survenance d'aucun événement important n'est à signaler depuis le 31 décembre 2022, date de clôture de l'exercice.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Aucune activité de ce type n'est exercée dans le groupe.

EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DES SOCIETES CONSOLIDEES

1/ Evolution des affaires

Nous continuons de développer nos activités.

2/ Principaux risques et incertitudes

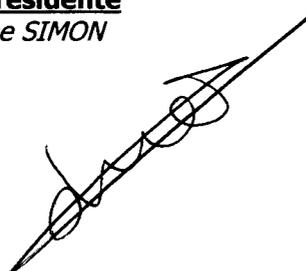
Les principaux risques et incertitudes sont liés au repli du secteur de la construction, dans un contexte d'inflation sur les matières premières et d'augmentation des taux bancaires.

3/ Utilisation des instruments financiers par le groupe

Aucune information n'est à signaler dans ce domaine.

Nous vous invitons à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

La Présidente
Karine SIMON



Cré@vallée Nord
371 Boulevard des Saveurs
CS 30001 Coulounieix-Chamiers
24059 PERIGUEUX Cedex

6 place André Maurois

24000 PERIGUEUX CEDEX

EXEMPLAIRE GREFFE

***RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES***
Exercice 2022

TRAPY INVEST
Exercice clos le 31 décembre 2022

Ce rapport contient 34 pages

TRAPY INVEST

Société par Actions Simplifiée au capital de 1.000.000 Euros

Siège social : Boulevard de l'Industrie, ZAE Saltgourde, 24430 MARSAC-SUR-L'ISLE

RCS PERIGUEUX 507 467 157

Aux Associés,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société TRAPY INVEST, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Nous précisons que votre société n'étant pas tenue précédemment d'établir des comptes consolidés, les comptes consolidés de l'exercice N-1 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

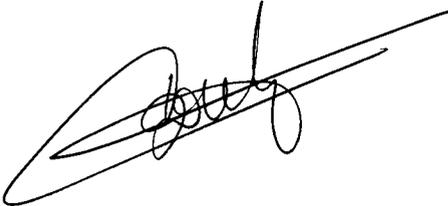
Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à PERIGUEUX,
Le 14 juin 2023

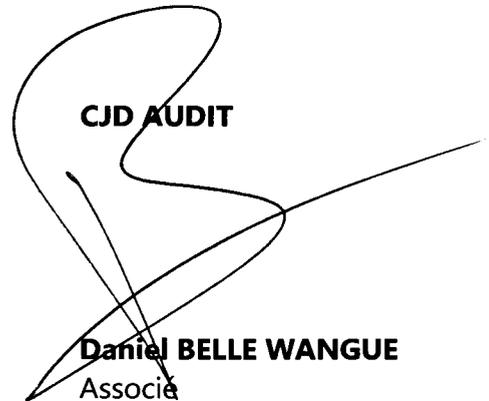
Les commissaires aux comptes

H. AUDIT



Catalyne BOUTY
Associée

CJD AUDIT



Daniel BELLE WANGUE
Associé

RESULTAT CONSOLIDE

	Notes	31/12/2022 nette	31/12/2021 Nette
Produits d'exploitation		49 077	47 375
Chiffre d'affaires		47 847	45 802
Autres produits d'exploitation	2.3	1 230	1 573
Charges d'exploitation		45 182	43 830
Achats et variation de stock	2.1	34 490	33 445
Impôts, taxes et versements assimilés		352	413
Charges de personnel	2.2	4 859	4 938
Dotations aux amortissements	2.4	2 303	2 064
Autres charges d'exploitation	2.3	3 178	2 971
Resultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		3 894	3 545
Dotations aux amort. des écarts d'acquisition		116	116
Resultat d'exploitation après dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		4 010	3 661
Produits sur opérations en commun			
Charges sur opérations en commun			
Produits financiers	2.6	137	135
Charges financières	2.6	99	91
RESULTAT FINANCIER	2.6	37	44
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2.7	-191	55
Impôts sur les bénéfices	2.8	950	811
Impôts différés	2.8	-5	143
RESULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES		2 911	2 805
Quote-part dans les résultats des sociétés ME			
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		2 911	2 805
Intérêts minoritaires			
RESULTAT NET		2 911	2 805

BILAN CONSOLIDE

	Notes	31/12/2022 net	31/12/2021 net
ACTIF IMMOBILISE			
Ecarts d'acquisition	3.1	1 724	1 724
Amortissements		287	246
Net		1 340	1 380
Immobilisations incorporelles	3.1	288	288
Amortissements et provisions		280	279
Net		8	9
Immobilisations corporelles	3.2	15 677	15 533
Amortissements et provisions		9 178	8 274
Net		6 499	7 260
Immobilisations financières	3.3	69	69
Provisions			
Net		69	69
Titres mis en équivalence			
Total de l'Actif Immobilisé		7 916	8 717
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et en-cours	3.5	9 332	8 743
Créances clients et avances versées	3.6	7 849	6 659
Autres créances	3.7	283	161
Compte de régularisation		625	196
Impôts différés actifs	3.8	1	6
Valeurs mobilières de placement	3.9	794	632
Disponibilités & Instruments de trésorerie	3.9	5 070	5 420
Total de l'Actif Circulant		23 954	21 816
Activités cédées actif			
TOTAL DE L'ACTIF		31 870	30 533

	Notes	31/12/2022 net	31/12/2021 Net
CAPITAUX PROPRES			
Capital		1 000	899
Primes			
Réserves	3.11	14 305	12 613
Ecarts de conversion		2	2
Résultat net	3.11	2 911	2 805
Provisions réglementées			
Subventions d'investissement			
Total des Capitaux Propres Part du Groupe		18 219	16 319
Intérêts minoritaires			
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE	10	18 219	16 319
Autres Fonds Propres			
Provisions	3.12	912	1 033
<i>Dont Ecart d'acquisition négatif</i>		781	937
<i>Dont Prov.pr risques des ME</i>			
<i>Dont avantages postérieurs à l'emploi</i>			
DETTES			
Emprunts obligataires			
Autres emprunts et dettes financières	3.13	5 265	6 792
Concours bancaires - instru. financiers passifs			
Dettes fournisseurs et avances reçues	3.14	5 241	4 419
Autres dettes	3.15	2 157	1 880
Comptes de régularisation			1
Impôts différés passifs	3.8	77	90
Activités cédés passif			
TOTAL DU PASSIF		31 870	30 533

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

en K€	31/12/2022 12 mois	31/12/2021 12 mois
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net consolidé	2 911	2 805
Incidence des sociétés en équivalence		
Dotations, pertes de valeur s/immobilisations	831	802
Dotations et Reprises des provisions	35	-97
Plus et moins values de cession		
Impôts différés	-5	144
Subventions virées au résultat	-15	-15
Autres		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	3 757	3 639
Variation nette exploitation	1 085	587
Var° de stock	-589	-1 140
Var° des Créances d'exploit°	-1 619	518
Var° des Dettes d'exploit°	1 123	35
Variation nette hors exploitation	-148	188
Var°des créances hors exploitation	-124	40
Var°des dettes hors exploitation	-24	148
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	1 233	399
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 524	3 240
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaiss / acquisition immo incorporelles		
Décaiss / acquisition immobiliers	-184	-329
Décaiss / acquisition immo corporelles		
Encaiss / cession d'immo corp et incorp		
Décaiss / acquisition immos financières		
Encaiss / cession immos financières		4
Variation BFR sur immobilisations		
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-184	325
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Réduction de capital ou assimilée	-1 000	
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		-120
Dividendes versés aux minoritaires		
Encaissements provenant d'emprunts		150
Remboursement d'emprunts	-1 400	-3 694
Subventions d'investissement		75
Variation du compte courant	-127	-1 253
Variation des besoins en fonds de roulement et autres	-1	-17
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	2 528	-4 859
VARIATION DE TRESORERIE	-188	-1 944
TRESORERIE A L'OUVERTURE	6 052	7 996
Incidences des variations de taux de change		
TRESORERIE A LA CLOTURE	5 864	6 052
VARIATION DE TRESORERIE	-188	-1 944

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en K€	Capital social	Primes d'émission	Réserves et résultat consolidées	Autres	Capitaux propres (Groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Capitaux propres clôture n-2	899	0	12 682	0	13 580	8	13 589
Changement de méthodes comptables						0	
Capitaux propres clôture n-2 corrigée	899	0	12 682	0	13 580	8	13 589
Opérations sur capital						0	
Paiements fondés sur des actions						0	
Opérations sur titres auto-détenus						0	
Ecarts de conversion						0	
Dividendes			-120		-120	0	-120
Résultat net de l'exercice			2 805		2 805	0	2 805
Incidences titres en usufruit						0	
Variation de périmètre			8		8	-8	0
Autres (subventions d'investissement nettes d'IS)			45		45	0	45
Capitaux propres clôture n-1	899	0	15 420	0	16 319	0	16 319
Changement de méthodes comptables						0	
Capitaux propres clôture n-1 corrigée	899	0	15 420	0	16 319	0	16 319
Opérations sur capital	101		-1 101		-1 000	0	-1 000
Paiements fondés sur des actions						0	
Opérations sur titres auto-détenus						0	
Ecarts de conversion					0	0	0
Dividendes					0	0	0
Résultat net de l'exercice			2 911		2 911	0	2 911
Incidences titres en usufruit						0	
Variation de périmètre					0	0	0
Autres (subventions d'investissement nettes d'IS)			-11		-11	0	-11
Capitaux propres clôture n	1 000	0	17 219	0	18 219	0	18 219

NOTES ANNEXES

0. FAITS MARQUANTS

0.1. Faits caractéristiques de l'exercice

Au 1er janvier 2016, le groupe a appliqué le Règlement de l'ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques.

Ce règlement a eu pour conséquence de reclasser les fonds commerciaux et parts de marchés en écart d'acquisition. Au 1er janvier 2016 le montant des fonds commerciaux s'élevait à 864 K€ en valeur brute et 98 K€ liées aux dépréciations pratiquées.

Il est rappelé que la société TRAPY INVEST a établi un contrat de gestion et d'assistance avec la société TRAPY PRO et la société SODITELEM. Afin d'assurer la cohérence et le développement du groupe, la société TRAPY INVEST définit seule la politique générale et l'animation du groupe TRAPY INVEST et intervient pour toute décision importante concernant son devenir.

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1. Principes comptables

Les comptes du Groupe sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement CRC no 99-02 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

Outre les éléments présentés dans les faits caractéristiques, les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes.

1.2. Périmètre et méthode de consolidation

- Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

Toutes les opérations et résultats internes au groupe significatif réalisés entre les sociétés consolidées du groupe sont éliminés (Créances, dettes, ventes et achats...).

• Périmètre de consolidation

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Sociétés	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	Siège social
TRAPY INVEST	100,0%	100,0%	IG	Rue Raymond SORAT – 19 100 Brive la gaillarde
SODITELEM	100,0%	100,0%	IG	21 Avenue Larrieu Thibaud – 31 100 Toulouse
TRAPY PRO	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
TRAPY SOLAR	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI BROVAL	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI DU GOLF	100,0%	100,0%	IG	8 rue Gabriel Peri 24 750 Trelissac
SCI ROMELI	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI du CANAL	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI APPERT LIMOUSIN	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI L'ARBALESTRIER	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LA LIBRAIRE	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LA PRADE	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI ARAGO 33	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI DUTRENQUE	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LE BUCH 33	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI BALMA 31	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI DU LUGAN 33	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LAPOUJADE 46	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle

G : Intégration globale, IP : Intégration proportionnelle, ME : mise en équivalence

Il n'existe pas d'entités ad hoc (Règlement n° 2004-03 du CRC)

Aucune entité contrôlée par la société consolidante ou par une des sociétés contrôlées directement ou indirectement n'est exclue du périmètre de consolidation.

1.3. Date de clôture des comptes

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels des sociétés consolidées au 31 décembre. Toutes les sociétés clôturent au 31 décembre.

Les états financiers des sociétés du groupe sont établis selon les règles comptables applicables dans leur pays d'origine et sont, le cas échéant, retraités afin d'être en harmonie avec les normes du groupe.

1.4. Conversion des états financiers en devises

Toutes les entités du groupe sont implantées en France

1.5. Ecarts d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Lorsque l'écart d'acquisition est positif, il représente ou comprend la fraction du prix payée en contrepartie des avantages que procure la prise de contrôle de l'entreprise.

L'écart d'acquisition positif doit être amorti sans exception, selon un plan dont la durée doit refléter, aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition. L'écart d'acquisition est amorti sur une durée qui doit refléter, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Dans le groupe, il existe quatre natures d'écarts d'acquisition

- Ecarts d'acquisition liés au rachat des parts sociales des SCI

Compte tenu de la durée d'utilisation limitée des écarts d'acquisition relatifs à l'acquisition des parts sociales des SCI déjà consolidées, ces derniers sont amortis sur 10 ans.

Sur l'exercice, aucun indice de perte de valeur externe et interne n'a été constaté par le groupe. Ainsi la mise en œuvre des tests de dépréciation n'a pas eu à s'appliquer pour cette catégorie d'écart d'acquisition.

- Ecart d'acquisition lié au rachat des parts sociales de SODITELEM

Cet écart d'acquisition n'a pas une durée d'utilisation limitée dans le temps, il n'est donc pas amorti. Sur l'exercice, aucun indice de perte de valeur externe et interne n'a été constaté par le groupe. Ainsi la mise en œuvre des tests de dépréciation n'a pas eu à s'appliquer pour cette catégorie d'écart d'acquisition.

- Fonds commerciaux

Les fonds commerciaux et parts de marchés ont été reclassés en écart d'acquisition selon l'application du Règlement de l'ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques.

Ces fonds commerciaux n'ont pas une durée d'utilisation limitée dans le temps. Ils ne sont pas amortis. En revanche, un test de dépréciation est réalisé annuellement.

En 2016 le fonds commercial de Toulouse a été déprécié à 100% (67 K€). Sur 2015, c'est le fonds de commerce d'Agen qui avait fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 31 K€.

- Ecart d'acquisition lié au rachat des titres TRAPY PRO détenus par les minoritaires

Cette opération génère un écart d'acquisition négatif de 1 563 k€ qui provient de la différence entre le montant des titres acquis 5 800 K€ et le montant des capitaux propres minoritaire 7 363 K€.

Cet écart d'acquisition négatif va être repris sur une période de 10 ans, à partir du 1/1/2018, soit sur l'exercice +156K€.

1.6. Immobilisations incorporelles et corporelles

- Logiciels

Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais financiers) et sont amortis en linéaire sur une durée de 1 an.

- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais financiers) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie des biens comme suit :

- Constructions 30 ans
- Agencements et aménagements des constructions de 15 à 30 ans
- Matériel et outillage industriels de 5 à 10 ans
- Installations générales, agencements, aménagements de 5 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique de 3 à 7 ans

1.7. Location-financement

Les contrats de location-financement, dont les conditions s'apparentent à un achat assorti d'un crédit, font l'objet des retraitements suivants dans les comptes consolidés :

- Enregistrement des biens concernés en immobilisations à l'actif,
- Comptabilisation en contrepartie des emprunts correspondants au passif,
- Annulation des redevances enregistrées en charges d'exploitation et comptabilisation des charges financières afférentes aux emprunts,
- Constatation des amortissements des immobilisations conformément aux méthodes du Groupe.

Les contrats de location-financements sont identifiés selon les modalités définies par la recommandation de l'ordre des Experts-comptables n°29. Cette recommandation reconnaît un contrat de « location-financement » lorsqu'un des critères suivants est identifié :

- Le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété au preneur au terme de la durée du bail.
- Le contrat prévoit le transfert de la propriété au terme de la durée du bail sur option, et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail.
- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur.
- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la juste valeur du bien loué à la date de conclusion du bail.

Aucun contrat de location financement définit selon ces critères n'a été souscrit au sein du groupe.

1.8. Immobilisations : Dépréciation

Des tests de dépréciation sur l'ensemble des actifs immobilisés et écarts d'acquisition sont réalisés dès la survenance d'un indice de perte de valeur. Au titre de cet exercice, il n'existe aucun indice de perte de valeur.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

1.9. Immobilisations Financières

Les immobilisations financières figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Excepté une participation SOCODA valorisée au coût d'achat historique, les autres immobilisations financières sont uniquement constituées de dépôts de garantie n'ayant pas lieu d'être dépréciés. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

1.10. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

1.11. Créances - dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

1.12. Autres valeurs mobilières de placement

La gestion de la trésorerie du groupe est faite dans une optique de prudence auprès d'organismes de placement collectifs en valeurs mobilières opérant sur le marché monétaire. Le groupe n'est donc pas exposé aux risques de marché sur le capital placé. Seul le rendement obtenu des excédents de trésorerie placés est exposé au risque de taux.

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'achat ou de souscription hors frais accessoires.

Des dépréciations sont constatées le cas échéant lorsque cette valeur devient inférieure à la valeur probable de réalisation.

1.13. Provision pour risques et charges

Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si elle satisfait aux conditions de comptabilisation d'un passif, une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Les provisions pour risques et charges sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour risques et charges sont rapportées en totalité au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

1.14. Indemnité de départ à la retraite

Les indemnités de départ en retraite versées aux salariés à l'occasion de leur départ en retraite sont provisionnées dans les comptes consolidés.

En raison de l'évolution de la législation sociale, les charges sociales patronales sont incluses dans l'estimation des engagements retraite au taux compris entre 30 et 40 % selon la catégorie.

Les hypothèses de calculs retenues pour l'exercice 2022 ont été les suivantes : départ à la retraite à l'âge de 65 ans à l'initiative du salariés, taux d'actualisation de 3,7 %, hausse annuelle des salaires de 1,5%, taux de rotation des salariés constant de 1 %, table de mortalité TH/TF 00-02.

Le montant de la provision pour retraite comptabilisée correspond à la différence entre :

- les engagements du Groupe vis-à-vis de ses salariés en matière d'indemnité de départ à la retraite et d'avantages assimilés,
- la situation du fonds de retraite auprès duquel les sociétés TRAPY INVEST, TRAPY PRO et SODITELEM effectuent des versements.

Au 31 décembre 2022, la dette actuarielle globale du Groupe TRAPY INVEST est de l'ordre de 212 198 € contre 296 431 € au 31 décembre 2021. Cette estimation repose sur la valorisation des engagements de retraite de TRAPY INVEST, TRAPY PRO et SODITELEM. Les autres sociétés du groupe n'emploient pas de salariés.

Le montant de l'épargne souscrit s'élève à 337 192 € contre 325 192 € au 31 décembre 2021. Un versement de 12 000 € a été effectué sur l'exercice 2022 sur un des contrats. Pour les autres contrats, en l'absence de versement ou de prélèvement sur 2022, ce sont les montants de 2021 qui ont été repris.

1.15. Dettes financières

Les dettes financières sont constituées de l'ensemble des emprunts et avances consentis à la société.

1.16. Impôts différés

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul, corrigé de la fiscalité différée, des impôts sur les bénéfices des différentes sociétés du Groupe.

La fiscalité différée correspond à l'impôt calculé et jugé récupérable sur les décalages temporaires d'imposition, les déficits fiscaux reportables et certains retraitements de consolidation.

En application du règlement CRC n°99.02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Le calcul des impositions différées est effectué à la fin de chaque exercice sur la base du taux d'imposition en vigueur. Les impositions différées antérieures, si elles subsistent, sont corrigées du nouveau taux d'impôt ou des nouvelles règles d'imposition en vigueur ou connues à la date d'arrêt des comptes

Le taux d'impôt retenu est de 25 %.

1.17. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont retraitées ainsi : produits définitivement acquis l'année d'attribution (subvention inscrite en « réserves ») et prise en compte d'un impôt différé passif.

1.18. Résultat exceptionnel

Les éléments présentant un caractère significatif non récurrent et dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du groupe sont inscrits dans les charges et produits exceptionnels

1.19. Information relative aux parties liées

Les transactions avec les parties liées listées dans ce paragraphe présentent une importance significative et n'ont pas été conclues à des conditions normales de marché selon les critères rappelés ci-dessous.

Une transaction est significative si son omission ou son inexactitude est susceptible d'influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs se fondant sur les comptes.

Le caractère significatif doit s'apprécier en fonction du montant de la transaction et/ou de la nature de la transaction.

Les conditions peuvent être considérées comme « normales » lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par la société dans les rapports avec les tiers, de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions en usage dans les sociétés du même secteur.

Au titre de l'exercice et de l'exercice précédent, il n'existe pas de telle transaction.

1.20. Informations sectorielles

L'ensemble de l'activité du groupe est réalisé dans la filière de distribution de fournitures électrique.

1.21. Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions en circulation au jour de la clôture de l'exercice, soit 898 698 actions au 31 décembre.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

2. Informations relatives au compte de résultat

2.1. Achats et variation de stocks

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Achats matières premières & autres appro.	0	-4
Variation stocks matières premières & aut. appro.	0	0
Achats de sous-traitance	1	0
Achats non stockés, Matériel et Fournitures	427	374
Achats de marchandises	34 761	34 230
Variation stocks de marchandises	-699	-1 156
TOTAL	34 490	33 445

2.2. Charges de personnel

- Ventilation des charges de personnel

Ventilation des charges de personnel (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Rémunération du personnel	3 514	3 614
Charges sociales	1 040	1 105
Participation des salariés	305	219
TOTAL	4 859	4 938

- Analyse des effectifs

Ventilation	31/12/2022	31/12/2021
Cadres	11	13
Agents de maîtrise	5	5
Employés-ouvriers	103	106
Total	119	124

2.3. Autres produits et charges d'exploitation

•Autres produits d'exploitation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation	22	52
Autres produits de gestion	15	204
Cession des immobilisations		
Reprise amort. et prov. d'exploitation	1 140	1 221
Transfert de charges	53	96
Autres		
Total	1 230	1 573

•Autres charges d'exploitation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Autres services extérieurs	1 372	1 095
Autres charges externes	1 774	1 853
Autres charges d'exploitation	32	23
Total	3 178	2 971

2.4. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles	1	4
Immobilisations corporelles	945	914
Autres		
TOTAL dotations aux amortissements	946	918
Provision Risques et charges	35	3
Dépréciation stocks	882	772
Dépréciation créances	440	371
Autres		
TOTAL	2 303	2 064

2.5. Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Sur l'exercice et l'exercice précédent, il n'existe aucune opération faite en commun

2.6. Produits et charges financières

- Analyse des Produits et charges financières

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Total des dividendes		
Autres produits de participation		
Produits des autres immobilisations financières		
Revenus des autres créances et VMP		12
Gains de change		
Aj. JV actifs de transaction		
Aj. JV VMP trésorerie		
Aj. JV immos placement		
Produits nets sur cession de VMP		
Autres produits financiers	8	0
Reprises sur prov. et amort. financiers		
Escomptes obtenus	129	123
Transfert de charges financières		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	137	135
Dotation aux prov. & amort. financiers		
Intérêts et charges financiers	55	70
Pertes de change		
Charges nettes sur cession de VMP		
Coût du passage à l'EURO		
Escomptes accordés	0	0
Autres charges financières	44	20
TOTAL CHARGES FINANCIERES	99	91
RESULTAT FINANCIER	37	44

2.7. Résultat exceptionnel

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur op. de gestion	34	14
Produits exceptionnels sur ex. antérieurs		25
Produits de cession d'éléments d'actifs	3	13
Subventions virées au résultat	15	15
Autres produits exceptionnels		
Reprises de provisions exceptionnelles		
Transferts de charges exceptionnelles		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	52	67
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	243	6
Charges sur exercices antérieurs		1
VNC des éléments d'actifs cédés		5
Autres charges exceptionnelles		0
Dotations de provisions exceptionnelles		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	243	12
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-191	55

2.8. Impôts sur les résultats

- Ventilation de l'Impôt sur les résultats

Ventilation de l'impôt sur les résultats (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net consolidé	2 911	2 805
Impôt exigible	950	811
Crédit d'impôt		
Impôts différés	-5	143
Autres		
Total charges d'impôts	944	954
Taux effectif	24,5%	25,4%

2.9. Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession

Au titre de cette période et des périodes précédentes, il n'existe pas d'activités arrêtées ou en cours de cession.

2.10. Résultat par action

(en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net part du groupe	2 911	2 805
Résultat par action avant dilution		
Résultat par action (en euros)	3,53	3,12
Nombre moyen d'actions	823 791	898 698
Résultat par action après dilution		
Résultat par action (en euros)	3,53	3,12
Nombre moyen d'actions	823 791	898 698

3. Informations relatives au compte de bilan

3.1. Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles

- Analyse des écarts d'acquisition

Analyse par activité (en K€) Écarts d'acquisition positifs			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
Acquisition Titres SCI	405	287	118	158
Acquisition Titres SODITELEM	439		439	439
Trapy Pro - Fonds commerciaux	881	98	783	783
TOTAL	1 724	384	1 340	1 380

Ces fonds commerciaux n'ont pas une durée d'utilisation limitée dans le temps. Ces fonds commerciaux ne sont pas amortis. En revanche, un test de dépréciation est réalisé annuellement. En 2016 le fonds commercial de Toulouse a été déprécié à 100%. Sur 2015, c'est le fonds de commerce d'Agen qui avait fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 31 K€.

Les variations de ce poste s'analysent ainsi :

Analyse variation (en K€) Écarts d'acquisition positifs			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	1 724	344	1 380	1 421
Mouvement de périmètre				
Nouvelle acquisition		40	-40	-40
Cession				
Ecart de conversion				
A la clôture de l'exercice	1 724	385	1 340	1 380

- Analyse des immobilisations incorporelles par poste

Analyse du poste (en K€)	Brut	Amortissements/ Dépréciations	31/12/2022 Net	31/12/2021 Net
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Concessions, brevets, licences	280	280	0	1
Droit au bail	8	0	8	8
Fonds de commerce				
Autres immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles Crédit bail				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes s/ immo incorp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	288	280	8	9

- Analyse de la variation des immobilisations incorporelles

	Brut	Amortissements	31/12/2022 Net	31/12/2021 Net
A l'ouverture de l'exercice	288	279	9	13
Augmentations	0	1	-1	-4
Diminutions	0	0	0	
Variations de périmètre	0	0	0	
Ecarts de change	0	0	0	
A la clôture de l'exercice	288	280	8	9

3.2. Immobilisations corporelles

- Analyse des immobilisations corporelles par poste

Analyse du poste (en K€)			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
Terrains	1 371		1 371	1 371
Constructions	10 633	6 274	4 359	4 991
Installations tech, mat et outillages ind.	555	464	91	53
Autres immobilisations corporelles	3 118	2 439	679	705
Immobilisations corporelles en cours				140
Immeubles de placement				
Avances et acomptes s/ immo corp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 677	9 178	6 499	7 260

- Analyse de la variation des immobilisations corporelles

			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	15 533	8 274	7 260	7 845
Augmentations	185	945	-760	-585
Diminutions	41	41	0	0
Variations de périmètre	0	0	0	
Ecarts de change	0	0	0	
A la clôture de l'exercice	15 677	9 178	6 499	7 260

3.3. Immobilisations financières

- Analyse des immobilisations financières par poste

Analyse du poste (en K€)			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
Titres de participations	21		21	21
Créances ratt. à des participations conso.				
Créances ratt. à des participations non conso.				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Actifs financiers				
Actions propres				
Autres immobilisations financières	32		32	32
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	69		69	69

- Analyse de la variation des immobilisations financières

	Brut	Amortissements	31/12/2022 Net	31/12/2021 Net
A l'ouverture de l'exercice	69		69	73
Augmentations	0		0	
Diminutions				5
Variations de périmètre et écarts de change				
A la clôture de l'exercice	69	0	69	69

3.4. Titres mis en équivalence

Le groupe ne consolide aucune entité selon la méthode de la mise en équivalence

3.5. Stocks et en-cours

Analyse du poste (en K€)			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Matières premières				
En cours biens				
Produits finis				
Marchandises	10 214	882	9 332	8 743
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	10 214	882	9 332	8 743

3.6. Clients et comptes rattachés

Analyse du poste (en K€)			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Avances et acomptes versés	1 518	0	1 518	1 196
Clients	6 787	456	6 330	5 463
CRE CLIENTS / AV. VERSEES	8 305	456	7 849	6 659

3.7. Autres créances et comptes de régularisation

- Analyse des Autres créances et comptes de régularisation

Analyse du poste (en K€)			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Créances sociales	5		5	1
Créances fiscales	160		160	160
Comptes courants débiteurs	21		21	
Créances sur cession d'immos				
Prim. Remboursement oblig.				
Débiteurs divers	98		98	0
Instruments financiers dérivés				
Capital souscrit appelé non versé				
AUTRES CREANCES	283	0	283	161

- Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Moins de 12 mois	283	161
1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total Net	283	161

3.8. Impôts différés

- Analyse de l'impôt différé par catégorie et variation

Impôts différés passifs	31/12/2022	31/12/2021
A l'ouverture	90	
Variation	-13	90
Ecart de conversion		
A la clôture de l'exercice	77	90

Impôts différés actifs	31/12/2022	31/12/2021
A l'ouverture	6	74
Variation	-5	-68
Ecart de conversion		
A la clôture de l'exercice	1	6

Analyse par catégorie (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Différences liées aux règles fiscales	84	79
Retraitement des comptes sociaux	-11	-163
Annulation des écritures fiscales	-148	
Eliminations internes		
Autres Opérations de consolidation		
Ecart d'évaluation		
Déficits et crédits d'impôts		
Autres		
Total net	-76	-85
Dont impôt différé actif net	1	6
Dont impôt différé passif net	77	90

3.9. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

- Analyse de la trésorerie groupe et des équivalents de trésorerie

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs mobilières de placement	794	632
Prov.dép.Valeurs mobilières de placement	0	0
VMP / Actions propres	0	0
Total valeurs mobilières de placement	794	632
Disponibilités	5 070	5 420
Instruments financiers Actif	0	0
Total dispo. et instru. de trésorerie	5 070	5 420
Concours bancaires courants	0	0
Instruments financiers Passif	0	0
Sous total passif	0	0
TOTAL TRESORERIE NETTE	5 864	6 052

3.10. Actifs et Passifs détenus en vue de la vente

Au titre de cette période et des périodes précédentes, il n'existe pas d'activités arrêtées ou en cours de cession.

3.11. Capitaux propres de l'ensemble consolidé

- Analyse du capital

Le solde pour chacune des périodes est respectivement de 1 000 K€ et de 899 k€, capital composé de 823 791 titres d'une valeur nominale de 1,2139 €.

- Analyse des réserves non distribuées

Analyse des réserves non distribuées (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Réserves légales	90	90
Réserves statutaires et réglementaires		
Réserves disponibles	4 501	5 100
Réserves consolidées	9 718	7 423
Titres auto-détenus		
Report à nouveau		
Acompte sur dividendes		
Résultat de la période	2 911	2 805
Ecart conversion		2
Total	17 219	15 420

3.12. Provision pour risques et charges

- Analyse des provisions pour risque et charges

Analyse du poste (en K€)	31/12/2021	Mouv. de Périmètre	Augmen- tation	Reprises Utilisées	Reprises non Utilisées	Autres Variations	31/12/2022
Provisions pour litiges							
Prov. pour garanties données							
Prov. pour perte sur marché à terme							
Prov. pour amendes et pénalités							
Prov. pour perte de change							
Prov. autres risques	31		12				43
Total Prov. pour risques	31		12				43
Prov. pour pensions							
Prov. pour médaille du travail							
Prov. pour impôts	65		23				88
Prov. pour renouvellement d'immo.							
Prov. pour grosses réparations							
Prov. pour retraites anticipées							
Prov. pour restructuration							
Prov. charges / congés payés							
Prov. pour autres charges							
Total Prov. pour charges	65		23				88
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	96		35				131

- Analyse des écarts d'acquisition négatifs

Analyse par activité (en K€) Ecart d'acquisition négatifs			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
Acquisition Titres Trapy Pro	1 563	783	781	937
TOTAL	1 563	783	781	937

Analyse variation (en K€) Ecart d'acquisition négatifs			31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amortissements	Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	937	0	937	1 093
Mouvement de périmètre	0	0	0	0
Nouvelle acquisition	0	0	0	0
Cession	0	0	0	0
Reprise	156	0	156	156
Ecart de conversion	0	0	0	0
A la clôture de l'exercice	781	0	781	937

3.13. Emprunts et dettes financières

- Analyse des Emprunts et dettes financières

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 632	5 032
Emprunts auprès des établissements de crédit CT		
Dettes participations des salariés		
Dettes financières diverses	1 632	1 759
Dettes financières Crédit-bail		
Concours bancaires courants		
Instruments financiers Passif		
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	5 265	6 792

Le poste « Dettes financières diverses » enregistre des dettes auprès d'associés personnes physiques pour 1 609 K€ contre 1 736 K€ au titre de l'exercice précédent.

• Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 351	2 243	37	3 631
Emprunts auprès des établissements de crédit CT				
Dettes participations des salariés				
Dettes financières diverses	1 632			1 632
Dettes financières Crédit-bail				
Total ICNE	1			1
Concours bancaires courants				
Instruments financiers Passif				
Total au 31/12/2022	2 984	2 243	37	5 265
Total au 31/12/2021	3 160	3 469	162	6 792

• Analyse de la variation

Analyse des variations (en K€)	31/12/2021	Ressources	Emplois	Variation périmètre	Autres	Total
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédit	5 031		-1 400			3 631
Dettes financières diverses	1 759		-127			1 632
Dettes participations des salariés						
Dettes financières Crédit-bail						
Intérêts courus non échus	1					1
Concours bancaires courants						
Instruments financiers Passif						
Total au 31/12/2022	6 792	0	-1 527			5 265
Total au 31/12/2021	11 605	351	-5 165			6 792

• Analyse par risque

Analyse par risque (en K€)	Taux variable	Taux fixe	Total	Euros	Autres devises	Total
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédit		3 632	3 632	3 632		3 632
Dettes financières diverses	1 632		1 632	1 632		1 632
Dettes participations des salariés						
Dettes financières Crédit-bail						
Concours bancaires courants						
Intérêts courus non échus			0			0
Instruments financiers Passif						
Total au 31/12/2022	1 632	3 632	5 265	5 265	0	5 265
Total au 31/12/2021	1 759	5 032	6 792	6 792	0	6 792

3.14. Fournisseurs et comptes rattachés

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022 Net	31/12/2021 Net
Fournisseurs et comptes rattachés	5 112	4 309
Avances et acomptes reçus	129	109
DET. FOURNISSEURS / AV. RECUES	5 241	4 419

3.15. Autres dettes et comptes de régularisation

• Analyse des Autres dettes et comptes de régularisation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2022 Net	31/12/2021 Net
Dettes sociales	986	894
Dettes fiscales	959	782
Fournisseurs d'immobilisations		
Comptes courants créditeurs	0	
Instruments dérivés passifs		
Dettes diverses	212	204
TOTAL AUTRES DETTES	2 157	1 880

• Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2022	31/12/2021
Moins de 12 mois	2 157	1 880
1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total Net	2 157	1 880

4. Autres Informations

4.1. Principaux engagements hors bilan et opérations non inscrites au bilan

- Engagements hors bilan donnés

Engagements hors-bilan donnés (en K€ - montants non actualisés)	31/12/2022	31/12/2021
Hypothèques conventionnelles	6	21
Sans garantie	286	417
Prêt Garanti par l'Etat (PGE)		
Caution solidaire	277	340
Caution solidaire + Promesse	1 330	1 658
Hypothèque		
Promesse hypothèque		
Nantissement parts sociales	1 732	2 595
Instruments financiers Passif		
Garanties données sur emprunt	3 631	5 031

- Passifs et actifs éventuels

A la clôture il n'existe pas d'actifs et de passifs éventuels

4.2. Autres informations

- Frais de recherche

Le groupe n'a réalisé aucun frais de recherche et de développement sur l'exercice N et N-1.

- Rémunération des dirigeants

Les rémunérations allouées aux membres des organes de direction et d'administration de la SAS TRAPY INVEST, à raison de leurs fonctions dans les sociétés contrôlées, ne sont pas communiquées car elles conduiraient à publier une rémunération individuelle.

- Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2022, le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 32 200 €. Il concerne les missions de contrôle légal sur les comptes annuels.